

ANTICAPITALISTES !

Mensuel du Nouveau Parti Anticapitaliste de Gironde



Ensemble en Europe contre l'austérité



photo: équerouge/JMB

Gaza :
Stop à l'offensive israélienne
Pays Basque :
Liberté pour Aurore Martin !



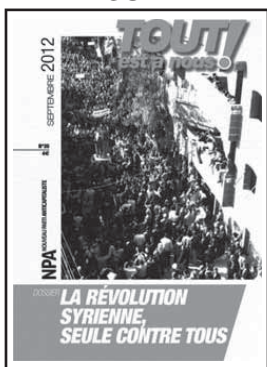
Lisez la presse anticapitaliste

Abonnez-vous

L'HEBDO



LE MENSUEL



à **TOUT EST A NOUS !**

Le nombre d'abonné-e-s est décisif pour des journaux militants comme les nôtres qui vivent sans pub, sans subvention.

Les abonnements à l'hebdomadaire proposés (par prélèvement ou par chèque) permettent, si vous le souhaitez, de le coupler avec un abonnement à la revue mensuelle.

Les tarifs à l'hebdou seul ou à l'hebdou couplé avec la revue ont comme base les prix au numéro : 1, 2 euro pour l'hebdou et 4 euros pour la revue.

Mais il existe des formules de tarif réduit par prélèvement ou par chèque qui mettent l'hebdou à moins d'1 euro et la revue à 3 euros...

Abonnez-vous, abonnez vos amis !

Pour s'abonner avec paiement par chèque, reproduire et compléter le formulaire ci-dessous, ou télécharger un formulaire sur le site www.npa2009.org. Il est possible de s'abonner avec prélèvement automatique - voir sur le site.

Paiement par chèque à l'ordre de N.S.P.A.C.

Entourer la formule choisie dans le tableau ci-contre, compléter le formulaire ci-après et envoyez les avec votre chèque à :

N.S.P.A.C. - 2, rue Richard Lenoir - 93100 MONTREUIL

Nom : _____ Prénom : _____

Apt, Esc, Bat : _____

N° : _____ Rue : _____

Code postal : _____ Ville : _____

TARIFS DES ABONNEMENTS	France et DOM-TOM	
	6 mois	1 an
L'hebdou <i>Tout est à nous</i>	28 €	56 €
<i>Tout est à nous</i> et la revue mensuelle	50 €	100 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdou	20 €	40 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdou et la revue mensuelle	38 €	76 €
Abonnement à la revue mensuelle	22 €	44 €

SOMMAIRE

Edito	p.3
Nos vies, pas leurs profits	p.4-9
<ul style="list-style-type: none"> • Manifs européennes du 14 novembre... • Chômage, précarité, tous concernés • Droit du travail en danger • Petit récit d'un vendangeur • L'urgence de défendre ensemble les emplois • Non aux suppressions d'emplois à Sud Ouest • Démasquons-les : la compétitivité • Retraite à 60 ans, beaucoup d'annonces et peu d'élus • Des contrats d'avenirs... précaires ! • Ford : solidarité et convergence, comment ça marche ? 	
Logement	p.10-11
<ul style="list-style-type: none"> • La rue n'est pas faite pour être habitée • Réquisitions ! 	
Elus NPA	p.11
<ul style="list-style-type: none"> • Les collectivités locales mises à contribution 	
Leur société	p.12
<ul style="list-style-type: none"> • Mariage gay : la réaction au secours de la « civilisation » • Cenon : Surveiller n'est ni prévenir ni guéri 	
Pays Basque	p.13-15
<ul style="list-style-type: none"> • Arrestation d'Aurore Martin : un signal politique clair • Bayonne : pour le respect des droits des prisonniers • Interview de Claude, militant NPA du Pays Basque • Une collaboration de longue date, des intérêts nationaux bien compris 	
Internationalisme	p.16
<ul style="list-style-type: none"> • Gaza martyrisée avec le soutien d'Hollande et de l'Union européenne • Liberté pour Georges Ibrahim Abdallah ! 	

Abonnez-vous

à **ANTICAPITALISTES !** le mensuel du NPA 33

ANTICAPITALISTES !

CPPA : 1014 P 11511 ISSN : en cours

Directeur de publication : Jean-Louis Danfous

NPA33 - 99 rue Camille Sauvageau - 33800 BORDEAUX

Imprimerie : Copy Média

23 rue Francisco Ferrer - 33700 Mérignac

Tarifs d'abonnement : 11 € (11 n° auprès des comités)

15 € (11 n° + frais d'envoi postal)

Par chèque à l'ordre de Monica Casanova

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Face à un gouvernement décomplexé, construire une opposition de gauche

Le récent rapport de l'Observatoire national des « zones urbaines sensibles » (ZUS), doux nom pour désigner les banlieues les plus pauvres, témoigne de la brutalité des conséquences de la crise pour les classes populaires. Dans ces quartiers, où vivent plus de 4 millions de personnes, 36 % de la population est en dessous du seuil de pauvreté, dont plus d'un mineur sur deux. Le taux de chômage y approche les 23 %, touchant particulièrement les femmes.

La veille de la publication de ce rapport, Valls dévoilait les 49 nouvelles « zones de sécurité prioritaires » (ZSP) qui bénéficieront de nouveaux moyens pour lutter contre... la délinquance (en Gironde, la Rive droite et Libourne sont concernées). Face à la misère, à l'insécurité sociale, à la crise, le gouvernement mène la même politique anti-sociale que ses prédécesseurs.

Ils nous expliquent que pour stopper la désindustrialisation, favoriser la compétitivité des entreprises face à la concurrence, il faudrait baisser le « coût du travail »... en clair augmenter l'exploitation, baisser les salaires, les droits sociaux, augmenter les cadences : une idée au moins aussi nouvelle que le « patriotisme économique » ! Après l'austérité Sarkozy-Fillon au nom de la lutte contre les déficits, nous avons droit au « pacte de compétitivité »... Cadeaux fiscaux aux patrons, baisse des dépenses publiques, hausse de la TVA : la couleur du ruban a peut-être changé, le contenu du paquet est le même.

Hollande assume, droit dans ses bottes, une politique tout à fait « normale », décomplexée, conforme aux exigences du patronat.

Face aux drames quotidiens que cette politique entraîne, et alors qu'il est évident pour tous que celle-ci ne peut qu'aggraver encore la récession et la crise, la révolte est profonde dans le monde du travail, la population. Mais elle a du mal à s'exprimer, à s'organiser, à dépasser les obstacles, en particulier dans les entreprises où les luttes restent isolées, peinent à se coordonner (lire page 6). Mais les centaines de milliers de manifestants qui ont défilé et fait grève le 14 novembre en Europe contre l'austérité témoignent de cette révolte, de la conscience grandissante que nos sorts sont liés et que notre avenir est entre nos mains... à l'image de la manifestation du 17 novembre contre le projet d'aéroport de Notre Dame des Landes, près de Nantes.

Celle-ci cristallise l'opposition à une politique uniquement déterminée par le profit et les intérêts de quelques-uns, en l'occurrence ceux de Vinci qui s'est vu attribué l'exploitation de l'hypothétique futur aéroport pour la modique durée de... 55 ans. Une manifestation (qui a réuni entre 30 000 et 40 000 personnes, le double de ce que les organisateurs espéraient) visant directement le premier ministre, père du projet.

Alors face aux licenciements, à toutes les précarités (lire pages 4 à 7), aux attaques contre les budgets publics, les services sociaux, le droit du travail, face aux multiples provocations et actions répressives du gouvernement (dont l'arrestation d'Aurore Martin, lire pages 13 à 15), face à son soutien au gouvernement Netanyahu massacreur du peuple palestinien (page 16), il est urgent d'œuvrer à la construction d'une opposition de gauche !



Pour nous contacter :
anticapitalistes@npa33.org

www.npa33.org

Nos vies, pas leurs profits

Manifs européennes du 14 novembre

Mener la lutte contre l'austérité en Europe... mais aussi contre le gouvernement

Le 14 novembre, la CES (Confédération Européenne des Syndicats) appelait dans 22 pays européens à une mobilisation « pour l'emploi et la solidarité et contre l'austérité ». C'est une première qui traduit l'aggravation de la situation et des attaques contre le monde du travail partout en Europe. Pour le mouvement social, il s'agit bien d'apporter ses réponses à l'échelle européenne, face à l'offensive des patronats et des gouvernements de toute la zone. De ce point de vue, la journée du 14 a été utile, mais il est clair que la mobilisation n'a pas été la même partout.

Dans certains pays, il y a eu des appels à la grève générale comme en Espagne, au Portugal, en Italie (4h), en Grèce (3h). Dans la péninsule ibérique, pour la première fois en grève générale, la mobilisation a été très forte. A Madrid, Malaga et Barcelone, des affrontements avec la police ont fait des dizaines de blessés. Au Portugal, où seule la CGTP appelait à la grève, celle-ci a été un énorme succès, désavouant l'UGT, liée au Parti socialiste. En Italie, des affrontements ont éclaté à Milan et à Naples lorsque des jeunes étudiants ont occupé des gares aux cris de : « occupons la ville », « ne touchez pas à notre avenir » !

En France par contre, cette journée a peu mobilisé. A Bordeaux, sans appel à la grève au niveau départemental, la manifestation a regroupé moins que celle du 9 octobre dernier avec plus d'organisations.

Pourtant, dans les entreprises où des équipes ont fait le boulot, les réactions de solidarité avec la lutte des travailleurs en Espagne ou en Grèce, mais aussi de colère par rapport à la politique du gouvernement de gauche en France, ne manquaient pas.

C'est un des problèmes majeurs de la mobilisation. Les directions syndicales restent timorées, voire carrément silencieuses sur le gouvernement. Ainsi, dans l'appel girondin qui parle de « s'opposer aux mesures d'austérité qui font plonger l'Europe dans la stagnation économique, voire la récession », pas un mot sur le « pacte de compétitivité » de Hollande qui annonce reprendre tout le rapport Gallois « et même plus » ! En fait, l'appel s'est calé sur la position de la CFDT qui n'a cessé de répéter qu'il ne s'agissait pas d'une manifestation contre le gouvernement, mais, comme le dit Chêrèque, « pour dire aux chefs d'Etats collectivement européens, vous ne pouvez pas imposer de la rigueur de ce type ».

Au niveau de la CGT, si Thibault a fait plusieurs déclarations dénonçant le cadeau de 20 milliards en crédit d'impôts aux entreprises, le ton reste bien timide en déclarant que la politique de Hollande n'est « pas suffisamment en rupture » avec celle de Sarkozy... alors que Ayraut remet en place de fait la TVA sociale !



En restant dupes du « dialogue social », en craignant de poser clairement la question de l'affrontement avec le pouvoir face à l'austérité, les directions syndicales ne peuvent que désarmer les travailleurs. Hollande s'est même permis de déclarer, la veille de la manifestation : « Je considère que les manifestations ne vont pas mettre en cause nos politiques mais plutôt les soutenir mais je ne veux pas les récupérer » !

Pour construire une réelle mobilisation, face aux licenciements, au développement de la précarité, aux reculs des salaires, il faut clairement rompre avec le gouvernement et oser combattre sa politique. C'est une question urgente et concrète à mettre en débat dans nos équipes syndicales.

Laurent Delage

Chômage, précarité,

Les précarités et le chômage frappent directement ou indirectement toute la population. Chômeurs, travailleurs pauvres, retraités, handicapés, jeunes...

C'est au nom de la lutte contre le chômage que le gouvernement Ayraut-Hollande nous ressert le même discours de tous ses prédécesseurs de gauche ou de droite sur le « coût du travail » la « compétitivité »... pour justifier encore des cadeaux aux riches, aux entreprises. Avec pour seul résultat de les enrichir encore plus car, pour ce qui est de faire reculer le chômage, c'est faux, bien entendu, on peut le vérifier depuis plus de 30 ans. D'ailleurs, Hollande lui-même lors de sa conférence de presse du 13 novembre a dit que le chômage allait continuer à monter pour l'année à venir.

manifestation samedi

à 14h30, place de la Victoire,

**Nous n'avons pas
à payer leur crise !**

Inspection du travail

Un chantier de démolition à combattre !

Michel Sapin, Ministre du travail, était présent à Bordeaux lundi 1er octobre, pour participer à un séminaire interrégional consacré aux questions de « *l'emploi, du travail, de la formation professionnelle et du dialogue social* » qui réunissait notamment les grands et petits chefs des Direccte (Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi, qui comporte notamment les services de l'inspection du travail) des 4 régions du grand Sud Ouest, ainsi que le gratin de la « société civile » : représentants des patrons, conseil régional, syndicalistes, etc...

Sous couvert de « dialogue social » le ministre venait en fait annoncer l'ouverture d'un nouveau chantier de réforme du ministère du travail, qui s'annonce lourd de nouveaux mauvais coups ! Il faut en finir avec un droit du travail jugé encore trop protecteur, et avec une inspection du travail indépendante, que le MEDEF juge encore trop « hostile » !

Une vingtaine de militants de la CGT de l'inspection du travail se sont rassemblés devant le lieu de la réunion, accompagnés de l'Union Départementale CGT qui souhaitait interpeller le ministre notamment sur la situation de l'emploi et les plans sociaux dans le département.

Durant ce rassemblement, les militants présents ont défendu la nécessité d'une inspection du travail indépendante et au service des travailleurs, la revendication d'un Code du travail protecteur des droits de tous les salariés, l'arrêt des suppressions de postes, de missions et de toutes les politiques de casse du service public.

Correspondant NPA

tous concernés !

Cette fois-ci, au menu, pour commencer, il y a 20 milliards de crédits d'impôts aux entreprises et 10 milliards de coupe dans les budgets sociaux. Ainsi que de nouveaux contrats précaires pour les jeunes ...

Pendant ce temps, pour nous, c'est l'austérité et la pauvreté qui gagnent du terrain avec 11 millions de personnes sous le seuil de pauvreté (930 euros mensuel) dont 2 millions en grande pauvreté (moins de 500 euros mensuel).

Dans le cadre de l'appel national des organisations de chômeurs et précaires, soutenu par des syndicats, associations et partis politiques dont le NPA, bien entendu, une manifestation aura lieu à Bordeaux.

1er décembre

à Bordeaux

**Un emploi c'est un droit,
un revenu c'est un dû !**

Petit récit d'un vendangeur

Je fais les vendanges depuis 1973 pour améliorer le quotidien (on vivait à quatre sur un traitement) et depuis 17 ans, dans le Sauternais, toujours pour le même château qui appartient au Crédit Agricole.

Il y travaille moins d'étudiants que dans d'autres châteaux, à cause des dates de vendanges plus tardives. Il y a évidemment beaucoup de saisonniers qui ne vivent que des saisons : vendange du champagne dans la Marne, ramassage des kiwis, carottes, mandarines et oranges en Corse, d'autres sont serveurs et/ou plongeurs en montagne. Leur logement est précaire : ils vivent dans des fourgons et comme en montagne c'est interdit pour des « questions d'image », ils partagent souvent à 10 des logements prévus pour 3.

10% des vendangeurs sont des retraités, anciens ouvriers du privé dont les meilleures pensions s'élèvent à 1500€/mois. Certains couples de retraités « vivent » avec 1200€/mois.

30% sont d'origine malgache, installés dans le coin, pour la plupart des femmes. Il y a aussi quelques Espagnols et Portugais de moins de 30 ans qui viennent en fourgon. Il y a aussi les autres chômeurs, des locaux, qui cherchent du travail du côté de Bazas et Captieux mais qu'on revoit d'une année sur l'autre malheureusement parce qu'ils n'ont rien trouvé d'autre.

L'ambiance est bonne, assez solidaire. Les salaires évidemment ne sont pas énormes, 9,43€ brut de l'heure, le smic comme partout ailleurs, et « *la direction se réserve le droit, pour des raisons d'organisation du travail ou d'intempéries, de suspendre temporairement les travaux* », des journées non travaillées donc non rémunérées !!! Faut pas que ça dure trop longtemps. Mais ce que beaucoup de vendangeurs voient, en venant dans ce château, c'est la mise à disposition de sanitaires et de la gratuité des repas du midi et du soir. Et ça, ce n'est pas partout !

Un vendangeur

Nos vies, pas leurs profits

Après Lagarde, voilà Labso Chimie, Mondi...

Il y a bien urgence pour défendre ensemble les emplois de tous

En quelques jours, dans la banlieue bordelaise, nous avons appris la fermeture programmée de deux usines : celle de Labso Chimie à Blanquefort (une cinquantaine de salariés) et celle de Mondi-Lembacel à St Jean d'Illac (100 salariés). Dans les deux cas, ces usines appartiennent à des groupes allemand et autrichien qui font des bénéfices. Comme pour Lagarde à St Loubès (matériel agricole), ce sont des usines rentables, pour qui il existe un marché et qui ont des clients. Des usines qui ont une histoire, des salariés compétents, des infrastructures et des machines viables. En clair, il y a tout pour que ça fonctionne, pour que ça produise encore.

Mais pour des raisons de gain de productivité, de rentabilité, pour faire encore plus de profit, pour des raisons de stratégie économique fumeuse, les dirigeants de ces groupes décident de fermer, de liquider une activité ici pour la transférer ailleurs.

C'est inacceptable, c'est révoltant, c'est écœurant et pourtant les salariés concernés se trouvent désarmés face à une telle

situation injuste. Il y a d'abord le coup d'assommoir suite à l'annonce, même si chez Labso il y avait quelques craintes. Une fois que les salariés commencent à digérer l'annonce, c'est la question de quoi faire, de quelles suites. Subir les licenciements et le chômage par la suite ? Résister, s'opposer à la fermeture ou se battre pour des indemnités de licenciements les plus importantes possibles ?

Cela dépend des perspectives réelles, des moyens existant pour se défendre. Et là, malheureusement, les salariés, la plupart du temps, ne sont pas aidés. D'abord, les patrons mettent en place immédiatement des outils pour ne laisser aucun espoir, pour bien mettre dans la tête de tout le monde que l'usine va bien fermer.

Les patrons vont vite, il faut dire que cela se prépare bien en avance dans les coulisses. Quand l'annonce est faite, c'est un rouleau compresseur qui déboule.

LE PACTE DE COMPÉTITIVITÉ...



En général, les salariés se défendent comme ils peuvent, ils limitent la casse, obtiennent quelques améliorations du plan de licenciements (primes, autres conditions sociales, reclassements...) mais c'est tout.

Que ce soit à Labso ou à Mondi, des salariés convaincus de l'injustice de ces fermetures envisagent de la refuser et de lutter pour sauver leurs emplois en pérennisant leurs outils de travail. Mais cette perspective ne pourrait devenir viable que si nous réussissions à mettre en place un réseau de soutien et de solidarité mais aussi une mobilisation large des salariés et de la population.

Le rôle des structures syndicales est crucial. Il s'agit d'alerter, de sensibiliser, de faire le plus de bruit possible, de médiatiser. De mettre la pression sur les élus, les pouvoirs publics.

C'est ce qui a commencé à se discuter. Les salariés concernés demandent de l'aide, des idées, des soutiens, des outils pour se battre. C'est rapidement qu'il faut répondre pour qu'une logique de lutte se mette en place plutôt qu'une logique de résignation.

La défense d'une usine, de ses emplois, ça concerne tout le monde. Pour stopper cette « hémorragie » c'est vraiment tous ensemble qu'il faut riposter. C'est tout l'enjeu du moment, c'est cette construction des liens de solidarité, de réseaux qui permettent la coordination des actions et la convergence des luttes.

Philippe Poutou

Non aux suppressions d'emplois à Sud Ouest

Samedi 11 novembre, une grève a été largement suivie dans tous les services du Groupe du journal *Sud Ouest* pour protester contre le plan de suppression d'emplois, plus de 180 annoncés sur 1100 salariés.

La richissime famille Lemoine (65 millions d'euros de richesse professionnelle, 447^{ème} fortune du pays selon *Challenge*), qui possède 80% du groupe, a donc choisi : entre ses dividendes et les emplois, c'est l'intérêt privé qui l'emporte.

Bien sûr, l'argumentation est toujours la même : sauver l'entreprise, anticiper la crise, etc. Mais ceux qui paient la note, ce sont les techniciens, les administratifs, les journalistes. La direction du journal a beau prétendre qu'il n'y aura pas de licenciements et que ce ne seront que des « mesures d'âge », le problème reste entier : ceux qui resteront verront leurs conditions de travail s'aggraver, et des portes se ferment pour des dizaines de jeunes qui cherchent du boulot. Quant à la qualité de l'information, elle va aussi en prendre un coup, avec la fermeture d'antennes locales (Pau, Angoulême).

Une fois de plus, la seule réponse est bien l'interdiction des licenciements, une autre répartition des richesses des capitalistes pour partager le travail entre tous.

A chaque étape, les idées dominantes sont celles de la classe dominante - Karl Marx

Démasquons-les !

« C'est une décision sans précédent, c'est une véritable révolution copernicienne pour la gauche », s'est enflammé le ministre de l'économie Pierre Moscovici sur RTL, le 7 novembre, au sujet des mesures de compétitivité envisagées par le Président.

On savait les dirigeants socialistes experts en enfumage pour faire passer la pilule libérale. Il semble que désormais, ils n'aient même plus à tourner autour du pot. L'orientation patronale du gouvernement est nettement assumée, voire décomplexée.

Depuis des mois, les médias de la classe dominante nous préparent à subir un choc supposé salutaire pour notre pays. Coup d'envoi le 5 novembre dernier, avec l'arrivée du rapport de Louis Gallois, préconisant des milliards d'exonérations fiscales pour les entreprises au nom du développement industriel et de l'emploi. Calé dans les pas de ce grand patron dit « de gauche », l'exécutif annonce donc un allègement de 20 milliards d'euros du « coût du travail », sous forme de crédit d'impôt versé aux entreprises.

L'enjeu est crucial pour la bourgeoisie. Il est économique bien sûr puisque la baisse de la part des salaires dans la valeur ajoutée est, avec l'allongement de la durée du travail, le moyen le plus connu pour lutter contre la baisse du taux de profit dans une économie concurrentielle.

Mais les détenteurs du capital peuvent aussi se réjouir pour une autre raison, eux qui, depuis les débuts de la grande industrie, s'acharnent à vouloir imposer dans les têtes que le travail est un coût, que les travailleurs sont une charge. Formidable pouvoir de l'idéologie patronale : réussir à faire partager leur vision du monde aux exploités, leur faire oublier que le travail est source de toute richesse, que la véritable charge qui pèse sur la collectivité est bien celle du capital.

Telle est l'orientation d'un PS qui, revenu aux affaires, s'empresse de broser les capitalistes dans le sens du poil. Et si, contrairement à Pierre Moscovici, on a bien du mal à discerner la portée « révolutionnaire » du pacte de compétitivité, le basculement idéologique de la « gauche » au pouvoir (qui s'est rarement affichée aussi clairement dans le camp d'en face) est pour le moins achevé. Contre l'offensive des patrons et de leurs serviteurs socialistes, il est grand temps de construire une opposition de gauche à ce gouvernement, pour la défense de nos salaires, de nos droits, de nos vies.

Patrick Chaudon

Retraite à 60 ans : Beaucoup d'annonces... bien peu d'élus

Au 1^{er} novembre, le dispositif des « longues carrières », datant des lois Fillon, est étendu pour permettre un départ à la retraite à 60 ans à ceux qui ont travaillé tôt. Bon nombre de salariés qui avaient les annuités requises, pensaient bénéficier de la mesure. Mais, après vérifications, les choses s'avèrent bien plus compliquées.

D'abord, le nombre de trimestres requis est fonction de la classe d'âge, ce qui intègre l'augmentation des annuités de la loi Woerth contre laquelle nous nous sommes battus en 2010. Ensuite, le salarié doit avoir engrangé 5 trimestres avant la fin de l'année civile du 20^{ème} anniversaire (4 pour ceux qui sont nés au 4^{ème} trimestre).

Mais surtout, le dispositif des carrières longues est basé sur les seuls trimestres « cotisés » contrairement à l'Assurance-retraite qui prend en compte les trimestres « validés » en intégrant les périodes d'arrêt pour maladie, accident ou maternité, de chômage, etc. La différence est de taille !

Pour faire passer la pilule, le gouvernement a annoncé la possibilité de prendre en compte quelques trimestres non cotisés : 4 trimestres d'arrêt maladie, 2 trimestres de chômage indemnisé ou 2 trimestres d'arrêt pour maternité. Mais pour être encore plus restrictif, l'ajout de ces trimestres « additionnels » aux « cotisés » n'est possible que pour les années civiles au cours desquelles le salarié n'a pas totalisé 4 trimestres. Sur une période de chômage par exemple, un salarié a très bien pu valider ses 4 trimestres par quelques missions d'intérim. Du coup, il ne pourra pas bénéficier de trimestre additionnel au titre du chômage dans ce cas.

Bref, tout est fait pour réduire le dispositif au maximum. On est loin de la promesse d'Aubry, lors des manifestations de 2010, de revenir à un âge légal de 60 ans ! Comme nous le disions dans la rue à l'époque, pour un vrai droit à la retraite, il nous faudra imposer l'abrogation de toutes les contre-réformes successives depuis Balladur.

L.D.

Nos vies, pas leurs profits

Des contrats d'avenirs... précaires !

C'est la loi phare du PS, qui avait annoncé faire de la jeunesse sa priorité. Les contrats d'emplois d'avenirs (CEA), qui portent bien mal leur nom, sont en réalité des « CDI... à durée déterminée » (dixit Michel Sapin), allant de 6 mois à 3 ans, un « avenir » bien court donc.

Pour inciter les patrons à utiliser ces contrats, l'Etat assure le financement du salaire jusqu'à 75 %, encore un beau cadeau pour les entreprises. Au terme du contrat, aucune obligation d'embauche n'est imposée à l'employeur ! Seule une prime de 1500 € est censée inciter le patron à transformer le CEA en CDI, mais le calcul est rapidement fait : entre embaucher en CDI un jeune avec cette prime ou reprendre un nouveau « contrat d'avenir » nul doute que les entreprises choisiront la deuxième option.

Les CEA se déclinent principalement en deux catégories. Les premiers sont à destination des collectivités territoriales et du secteur non-marchand. Outre le fait qu'il faudrait regarder de plus près si ces emplois sont bien dans des secteurs non-marchand (avec l'externalisation des activités publiques à des entreprises privées) ces contrats servent en réalité à remplacer de « vrais » contrats de fonctionnaires par des contrats flexibles et précaires d'une durée très courte.

Le deuxième volet porte sur les « contrat d'avenir professeur » encore un joli nom marketing pour désigner des contrats de surveillants du secondaire et de personnels encadrants, payés moins que le SMIC (900 €) et destinés à des étudiants en formation de CAPES.

C'est un double mensonge du PS. D'une part ces contrats très précaires, au nombre de 18 000, rentrent dans la création des 60 000 postes annoncés par Hollande dans l'Education nationale.

D'autre part, on se demande bien en quoi effectuer un emploi de surveillant en même temps que la fin de ses études pour devenir professeur serait bénéfique à sa formation.

D'ailleurs, selon une étude de l'Observatoire de la Vie Etudiante (OVE) le taux de réussite des étudiants travaillant est de 40 % inférieur à celui des « inactifs ». Il faudrait donc aller dans le sens inverse de ce que prévoit le PS et donner une allocation d'autonomie aux étudiants et aux jeunes pour pouvoir effectuer leurs études dans de bonnes conditions. De plus, moins les jeunes seront forcés de travailler durant leurs études, plus il y aura d'emplois pour les chômeurs.

Derrière les contrats-bidons, la logique de l'austérité

Alors évidemment, à très court terme, ces contrats « aidés » peuvent paraître utiles, surtout qu'ils sont destinés en priorité à des jeunes de ZEP et de ZUP, c'est-à-dire aux jeunes les plus discriminés dans l'accès à l'emploi.

Pourtant quand on regarde les prédécesseurs du CEA (déjà sous un gouvernement social-libéral) que sont les Emplois Jeunes de Jospin (1997-2002), on voit que 38% des jeunes bénéficiaires

se retrouvaient au chômage directement à la fin du contrat. Ce n'est donc certainement pas une solution.

Surtout, ces contrats voudraient habituer les jeunes à se satisfaire d'être une main d'œuvre jetable, un « sous-salaire » variable d'ajustement des capitalistes.

Pire, ils tirent les conditions sociales de l'ensemble des travailleurs vers le bas : « si vous n'êtes pas content je

peux prendre deux jeunes à votre place pour moins cher ! ». C'est encore une fois une des facettes de la logique austéritaire du gouvernement Hollande-Ayrault qui apparaît au grand jour.

Il y a donc toutes les raisons, pour l'ensemble des salariés, des chômeurs, des étudiants et des retraités, pour se mobiliser contre cette mesure libérale.

D'ores et déjà, à l'initiative des jeunes du NPA, les organisations de jeunesse présentes sur la fac (JC*/SUD étudiant/UNEF/ Parti de Gauche*/Alternative Libertaire) se sont rencontrées et ont signé ensemble un communiqué et un appel commun pour le refus de ces contrats et de l'austérité.

De même, sur la faculté de Bordeaux 3, les jeunes du NPA33 organisent une réunion publique et un débat sur ces réformes et le contexte plus global de la crise du système, **le mercredi 28 novembre à 12h30 à l'auditorium de la Maison des Etudiants.**

Charles et François

*même si les députés Front de Gauche ont voté pour le texte créant les CAE.



Nos vies, pas leurs profits

Usines Ford

La solidarité et la convergence : comment ça marche ?

C'est par les médias que nous avons appris que Ford Europe a décidé de fermer deux usines en Angleterre (Southampton et Dagenham) et une en Belgique, à Genk. Même syndicalement, nous n'avons quasiment pas de liens avec les salariés des autres sites. Depuis les annonces, pas plus de communications entre les syndicats européens. C'est comme si la suppression de 6200 emplois dans la compagnie (sans parler des milliers d'emplois induits qui disparaîtront), ça pouvait passer tranquillement.

Pourtant ce plan n'est pas une surprise. Depuis le début de l'année, les constructeurs automobiles ne cessent de se plaindre de la baisse des ventes, de la saturation des marchés. Peugeot et GM ont déjà annoncé des fermetures d'usines ou en menacent d'autres. Et Ford, qui déclarait des pertes financières, préparait ses annonces. Et côté syndicats, personne ne semble s'y attendre, aucune riposte ne se met en place.

Le syndicat CGT de Blanquefort a envoyé des mails de soutien aux responsables syndicalistes européens. Un message pour défendre l'idée que nous avions intérêt à riposter ensemble, que la solidarité entre salariés d'usines diffé-

rentes devait l'emporter sur la volonté du patron de nous diviser. Message que nous nous sommes débrouillés à faire traduire par des camarades en anglais, espagnol, flamand. Un peu comme une bouteille à la mer... pas de réponse, mais on ne lâche pas.

Début novembre, il y a eu une réunion du Comité de groupe Européen de Ford. Des représentants de plusieurs sites sont là. Ceux-là même qui ont reçu notre courrier une semaine auparavant. Le représentant CGT du site de Blanquefort insiste sur la nécessité de construire les liens de solidarité. Mais l'assemblée n'était pas plus réceptive que ça. Nous ne savons pas si cela provient d'années de routine syndicale et de « négociations » avec la direction Ford ou si c'est le signe d'une profonde résignation.

Surprise, des salariés de Genk manifestent devant l'usine de Cologne (Allemagne) lieu du siège de Ford Europe et lieu de la réunion. Ça change l'ambiance ! Les 250 salariés en colère expriment leur colère, brûlent des palettes, essaient de rentrer sur le site. La police allemande intervient, suivent des bousculades, des pompiers arrivent pour éteindre le feu ! Dans la pagaille, l'un



d'entre eux se blesse en tombant.

Forcément les représentants au CCEF interrompent la réunion et vont apporter le soutien aux collègues belges. Quelques minutes ! Les syndicats belges annoncent une manifestation le dimanche suivant à Genk et appellent au soutien.

C'est ainsi que des syndicalistes de Blanquefort se retrouveront à manifester aux côtés des salariés de Genk, des habitants de la région et de nombreuses délégations syndicales, ouvrières d'usine de Ford (Cologne, Valencia), d'autres usines de métallurgie de Belgique comme d'Allemagne.

20 000 personnes et meeting de soutien mais les gros syndicats, les élus de la région ne condamnent pas Ford, ni ne s'opposent à la fermeture. Pour eux il s'agit seulement de revitaliser l'emploi dans la région !

Il y a du fatalisme et pourtant, comme partout, la colère existe. La proposition de mettre en place des liens pour résister ensemble n'apparaît pas encore crédible. Déjà, à l'intérieur d'un pays, le « tous ensemble » est difficile, alors là, par delà les frontières, avec des langues différentes... Nous avons quand même réussi à prendre quelques adresses de collègues. Et nous nous sommes quittés sur l'idée qu'on allait essayer de discuter, de se voir. Une nécessité, malgré la difficulté et les déceptions.

P.P.



La rue n'est pas faite pour

Des chiffres surprenants

Le journal *Sud Ouest* du 16 novembre nous apprend que l'Etat « a dégagé une enveloppe de 37 millions d'euros pour la région Aquitaine afin d'assurer l'accueil et l'hébergement des personnes les plus démunies ». Un chiffre qui paraît tout de même surprenant pour des hébergements d'urgence, précaires, ne permettant pas vraiment aux plus démunis de se poser pour se reconstruire et ne pas se détruire dans la rue. Une simple opération de calcul primaire montre qu'une telle somme permettrait de payer 3000 loyers mensuels de 1000 euros pendant une année. C'est-à-dire un vrai logement, pérenne, pour 3000 personnes ou familles. Va falloir un peu étudier les comptes pour comprendre !

Mercredi 31 octobre, à la veille de la « trêve hivernale » qui stoppe les expulsions locatives jusqu'au mois de Mars, un rassemblement a eu lieu devant la DDASS suivi d'une manifestation de plus de 150 personnes (Solidaires, FSU, SNU, A.C !, DAL, NPA, FDG...) jusqu'à la mairie de Bordeaux. Cette manifestation venait après deux autres rassemblements en mai et juillet devant le Foyer Leydet pour l'accueil d'urgence des sans abris ou 88 places sur 152 ont été supprimées. Le Foyer Noutary, lui, d'une dizaine de places, géré par le Samu Social, a été purement et simplement fermé.

Alors que plusieurs centaines de personnes sont contraintes de passer la nuit et la journée dans la rue par manque de places. Une rue où elles s'épuisent, se désocialisent et parfois meurent (400 morts dans la rue chaque année et en toutes saisons).

Dans le tract unitaire était rappelée la loi Molle du 27 mars 2009 qui dit « Toute personne accueillie dans une structure d'hébergement d'urgence doit pouvoir y bénéficier d'un accompagnement per-

sonnalisé et y demeurer, dès lors qu'elle le souhaite, jusqu'à ce qu'une orientation lui soit proposée. Cette orientation est effectuée vers une structure d'hébergement stable ou de soins, ou vers un logement, adaptés à sa situation ». Voilà un texte de loi bien ficelé et... piétiné allègrement par les pouvoirs institutionnels et politiques en place !

A la délégation reçue, la directrice de la DDASS a expliqué que « la priorité de l'hébergement serait réservée aux personnes en situation régulière ». Une logique de tri nauséabonde et une absence de perspectives d'amélioration de la



situation de survie des plus pauvres et exclus de la société qui ont besoin que notre colère soit forte et bruyante.

Jacques Raimbaut

Ne rien faire... mais l'organiser

Ainsi donc, tous les 1^{er} novembre, les services préfectoraux activent la « veille hivernale ». Le partenariat avec Météo France sera reconduit pour permettre d'anticiper 3 jours avant l'arrivée d'une vague de grand froid !

Voilà le mode d'emploi :

Niveau 1 : température positive en journée mais entre 0 et - 5 la nuit

Niveau 2 : température négative le jour et entre - 5 et - 10 la nuit

Niveau 3 : température négative le jour et - 10 la nuit

Certaines actions sont faites au fur et à mesure que les températures baissent à partir des 2 derniers niveaux comme l'ouverture de stations de métro ou de gymnases pour les sans-abris le temps que le thermomètre remonte. Et voilà !

Et le 10 et 11 décembre aura lieu une grande conférence « contre la pauvreté et l'exclusion » pour laquelle même le président du Secours Catholique se déclare « un peu dubitatif » ! C'est peu dire !

être habitée...

Sous la plage, la rue !

Derrière les images de cartes postales, vacances et plages, le Bassin d'Arcachon c'est aussi de la misère avec des dizaines de sans domicile fixe qui se retrouvent dans des abris de fortune ou sous des tentes dans la forêt, dans un secteur où 50 % des résidences sont secondaires, donc vacantes, et où il existe plusieurs immeubles institutionnels vides.

C'est pour dénoncer cela que le 10 novembre plus de 50 militant-e-s (DAL, Entraide33, LDH, CLCV...) ont manifesté dans la station balnéaire pour le droit au logement pérenne pour tous et toutes.

Réquisitions !

« S'il est nécessaire, je ferai appel à l'ensemble des moyens disponibles, la réquisition fait partie de cette panoplie » a déclaré Cécile Dufлот la ministre verte du logement le 27 octobre, suite à la manifestation organisée par le DAL (Droit au logement).

Le lendemain, à Paris, un homme est mort dans la rue de froid et de misère. Il a été dit dans les médias « le premier SDF mort dans la rue », décompte macabre tellement révoltant qui revient chaque année en cette saison.

Alors oui, c'est nécessaire et même très urgent de réquisitionner des logements.

La loi de réquisition est issue de l'ordonnance du 11 octobre 1945. La loi Aubry, elle, du 31 juillet 1998, dite de « réquisition avec attributaire » permettrait à l'Etat de nommer une structure en charge de gérer la réquisition d'une durée de 6 ans maximum. Il ne s'agit pas de « spoliation » mais de réquisition avec indemnisation par l'Etat sur la base d'un loyer social.

Depuis 1945, environ 120 000 logements ont été réquisitionnés en France. Le plus grand nombre sous De Gaulle dans les années 60 pour les colons d'Algérie... Chirac, lui, a procédé à la réquisition de 1200 logements vides appartenant à des banques et compagnies d'assurances, suite à l'occupation très médiatisée en 1994 du 7 rue du Dragon par le DAL. Comme quoi, la lutte... ça paye !

D'après l'INSEE, le nombre de logements et locaux vacants n'a cessé d'augmenter en passant de 2,05 millions à 2,39 millions en quelques années ; une hausse de 20 %. Alors qu'il y a 170 000 sans domicile fixe et 3,5 millions de très mal logés.

Il ne manque qu'une volonté politique de changer la donne et les simples déclarations d'intentions ne suffisent pas. D'urgence, il faut appliquer la loi de réquisition, bloquer les prix des loyers, interdire les expulsions toute l'année, interdire les coupures de fluides et vraiment construire les logements sociaux qui manquent.

J.R.

Les collectivités locales mises à contribution

L'heure est aussi à la rigueur pour les collectivités, appelées à « participer à l'effort de redressement des finances publiques ». Le budget 2013 prévoit de geler une des dotations de l'Etat aux collectivités, la dotation de fonctionnement, soit 50,5 milliards. En tenant compte de l'inflation, cela représentera une nette diminution. Le fonds de compensation de la TVA augmentera, mais au final, compte tenu de l'augmentation des dépenses nécessaires, estimées à 500 millions cette année, le gouvernement a déclaré que c'est bien « un effort de près de 400 millions d'euros » qui est demandé aux collectivités.

Dans les conseils municipaux de novembre où se sont débattus les budgets à voter en décembre, les socialistes ont eu beau peindre le tableau en rose, en parlant de légère augmentation de certaines dotations, le ministre des Finances Cahuzac a été clair : il y aura « gel des dotations » pour 2013 et 2,25 milliards de baisse de celles-ci entre 2013 et 2015. La grève du maire de Sevran l'a bien montré : il y a, et il y aura, plus que des « difficultés » à l'avenir.

Lormont, par exemple, commune dont 68 % des habitants ne payent pas d'impôt sur le revenu (donc avec très peu de fiscalité) et avec aussi très peu d'entreprises malgré la Zone Franche, dépend énormément de ces dotations de l'Etat. Constantes ou en diminution depuis plusieurs années, elles font que les bas salaires de beaucoup d'agents communaux n'augmentent pas, mais en plus, les départs à la retraite ne sont pas remplacés, ou alors leurs postes sont occupés par des précaires sans statut quand ce n'est pas par des sous-traitants par le biais de nombreuses délégations de service public. Le nombre d'agents statutaires a diminué, ils ne sont plus que 315 sur 400 aujourd'hui.

Seule la mobilisation des salariés et de la population pourra mettre un arrêt à cette politique de fuite en avant, en continuité avec celle de la droite, malgré les beaux discours de gauche.

Monica Casanova, élue NPA à Lormont

Leur société

Mariage gay, la réaction au secours de la «civilisation»...

L'Association des Familles Catholiques (entre autres) appelle, samedi 8 décembre à Bordeaux (14 heures place des Quinconces), à un rassemblement contre le mariage pour tous. Nous avons la chance d'être prevenus plus tôt que certaines autres villes qui y ont eu droit samedi 17 et dimanche 18 novembre (voir encart). Officiellement, ce n'est pas contre les homos, c'est pour défendre l'institution du mariage. Vous voyez la différence ?

La différence n'est pas forcément flagrante. D'abord, on ne voit pas pourquoi les curés viennent bouffer les plates-bandes de l'État : le mariage pour toutes et tous, il sera civil, pas religieux, et tant mieux ! On leur laisse leur bénitier. Ensuite, malgré les protestations de « tolérance » (oui, parce qu'à droite, on « tolère » les homos) et de bons sentiments de nos amis réacs, il y a quand même des petites perles qui trahissent le fond de leur idéologie. Serge Dassault sénateur UMP, en a fait une belle : *« Regardez dans l'histoire, la Grèce, c'est une des raisons de sa décadence. C'est l'arrêt de la famille, c'est l'arrêt du développement des enfants, c'est l'arrêt de l'éducation, c'est un danger énorme pour l'ensemble de la nation, énorme. »* Rien que ça. Mais il y a mieux. François Lebel, autre UMP bon teint, a expliqué qu'il craignait les « pires dérives, pédophilie

[et] polygamie ». Non, non, ce monsieur n'est pas élu du Front National.

Qu'on soit bien clairs : anticapitalistes, nous savons que le mariage en tant qu'institution a servi et sert encore à reproduire la société et ses pires vices avec. Nous nous souvenons des combats des femmes pour s'en émanciper, pour qu'elles ne soient plus enchaînées comme des esclaves à leurs maris. On sait qu'il y a encore beaucoup à faire. Derrière ces combats, il y a l'égalité des droits, entre hommes et femmes, entre conjoints, et la liberté de disposer de son corps, y compris de son cul. Ouvrir le mariage civil aux gays, aux lesbiennes, aux bis aussi, ça ne renforcera pas l'institution du mariage ; par contre, ça serait un minimum pour l'égalité des droits avec les hétéros, et celle de donner son corps à qui on veut. Un début, tout juste. Les trans. attendent toujours un peu plus de reconnaissance de leur

situation, un peu plus de droits à déterminer soi-même leur identité de genre. Les crimes et délits homophobes sont toujours légion. Et l'école n'est toujours pas très ouverte sur le sujet.

Un dernier mot enfin. Les réacs de tous poils nous parlent de l'immense danger que ça ferait courir aux enfants. Ils étaient où, pour lutter contre le viol, contre les violences faites aux femmes, contre l'expulsion de parents sans-papiers ? Ont-ils levé leurs saintes fesses pour protéger les gamins impliqués ? Ont-ils organisé des manifestations dans toute la France ? Plus bêtement, ils ne se sentent pas touchés par le cas des gamins intersexes auxquels on assigne, sans leur demander leur avis, un sexe et un genre qui pourront les faire souffrir leur vie durant ? Franchement, y a vraiment pas plus dangereux pour un enfant que deux parents qui s'aiment ?

Thibaud

Dimanche 18 novembre, à Paris, des contre-manifestantes féministes et des journalistes ont été tabassés par les manifestants anti mariage gay de l'Institut Civitas, une bande de catholiques intégristes qui prétendent « instaurer la royauté sociale de Notre Seigneur Jesus-Christ »... à coup de pieds dans les côtes de ceux qui les contestent.

Soyons nombreux(ses), le 8 décembre, pour dire bien fort à tous les malades de la calotte qui voudraient nous l'imposer, que leur «civilisation» moyenâgeuse, nous n'en voulons pas, qu'elle ne passera pas !

Cenon : Surveiller n'est ni prévenir ni guérir

Le Maire de Cenon a fait voter au conseil municipal du 26 septembre, l'extension du réseau de vidéo-surveillance, avec 14 caméras supplémentaires.

C'est un budget conséquent qui est englouti pour un système qui, s'il a peut-être fait déplacer les actes d'« incivilité » et de « délinquance » visés hors des zones géographiques surveillées, n'a en rien résolu les problèmes qui poussent à ces actes.

Sur un total de 190 000 €, 90 000 € seront à la charge de la commune, + 37 240 € de TVA.

Les justifications du Maire sont démagogiques et dangereuses parce qu'elles s'appuient sur la peur et stigmatisent les jeunes des quartiers en galère.

Les troubles à l'ordre public, les incivilités et trafics divers que le Maire prétend combattre, sont une des conséquences

de la crise dans nos quartiers, de l'insécurité sociale, du chômage et en particulier celui des jeunes, de l'accroissement de la misère... Ce ne sont pas les caméras de vidéo-surveillance ou les politiques de « zones prioritaires de sécurité » que met en place M. Valls dans certaines villes, qui apporteront des réponses à la galère des populations les plus touchées par le chômage et la pauvreté.

Ces sommes non négligeables consacrées à la vidéo-surveillance, c'est autant de moyens en moins pour la création d'emplois publics, par exemple, ou pour les politiques de prévention...

Depuis sa mise en place, l'élue du NPA a voté contre la vidéo-surveillance.

Echo du bulletin NPA Rive droite

Arrestation d'Aurore Martin : un signal politique clair

Après l'arrestation d'Aurore Martin et son extradition vers l'Espagne, Hollande et sa bande ont donné l'impression de ne pas savoir sur quel pied danser. Réagissant les premiers, Valls et Taubira, tout en justifiant le Mandat d'Arrêt Européen et l'arrestation, ont prétendu n'y être pour rien. Puis, sans être démenti, *Médiapart* a fait état de « consultations au plus haut niveau » confirmées par l'Elysée, « la volonté de renforcer la lutte antiterroriste facilitent ce type d'opération », Hollande prétendant que les actes d'Aurore Martin ne sont pas « anodins » (on le rappelle : il s'agit de délit d'opinion, en prenant la parole dans une réunion publique et en écrivant des articles). En campagne, il estimait au contraire qu'il y avait « un principe de clémence à faire respecter » (juillet 2011). Et après la manifestation de Bayonne, lors

de sa conférence de presse, Hollande revient à la première posture : « *À aucun moment, un membre du gouvernement et a fortiori le premier ministre ou moi-même n'avons été interpellés pour dire quoi que ce soit au nom de la France.* »... tout en affirmant sa confiance dans la justice espagnole.

A gauche, de nombreuses voix se sont élevées contre cette arrestation, mais avec des arguments qui fleurent mauvais le patriotisme. Ainsi Jean-Luc Mélenchon (PG) veut « *défendre le droit à la liberté d'Aurore Martin, citoyenne française. Et ce n'est pas un détail à mes yeux qu'elle soit française* », ou Olivier Dartigolles (PCF) qui déplore « *il est insupportable et indigne qu'une personne de nationalité française, soit extradée pour des faits non punissables dans notre pays... une page déshonorante pour notre pays.* »

Pour notre part, nous dénonçons cette

extradition qui s'inscrit dans une vieille continuité de collaboration policière entre les deux Etats, comme nous dénonçons le sort des centaines de prisonniers politiques.

Cette affaire, comme la répression des militants s'opposant à l'aéroport de Notre Dame des Landes, comme les lacrymos envoyées contre les travailleurs au Salon de l'Auto, comme les expulsions des Roms, montre les choix du gouvernement : il attaque les droits démocratiques de la même façon qu'il attaque les droits sociaux. Pour imposer la pilule antisociale, Hollande et Valls utilisent dès maintenant toutes les cartes de « l'ordre républicain », y compris les plus réactionnaires et policières.

François Minvielle

Bayonne : Pour le respect des droits des prisonniers

Samedi 10 novembre, malgré une pluie battante, au moins 15 000 personnes (dont plusieurs milliers venues d'Espagne) ont envahi les rues de Bayonne pour défendre les droits démocratiques des prisonniers basques qui subissent des mesures d'exception (éloignement géographique, dispersion, refus de libération conditionnelle, etc.).

Prévue de longue date, la manifestation qui se déroulait quelques jours après l'arrestation d'Aurore Martin a été un véritable succès.

Une manifestation massive, populaire et très jeune, emmenée par les familles des prisonniers portant leurs portraits et un « carré de personnalités » parmi lesquelles des élus locaux des partis de gauche mais aussi Philippe Poutou pour le NPA et Olivier Dartigolles pour le FdG.

Une manifestation très politique, même si les organisateurs l'avaient voulue sans banderole ni drapeau ni expression des partis lors du meeting final, ce qui est une certaine façon de faire de la politique qu'on ne peut que regretter...

Il n'empêche que cette initiative a largement témoigné de la mobilisation d'une fraction de la population basque et particulièrement de la jeunesse, très présente, aux côtés desquelles les militants NPA (venus non seulement du Pays Basque mais de Gironde, du Lot et Garonne, du Gers, de Pau, Toulouse ou Montpellier...) ont tenu à affirmer leur solidarité.

Isabelle Ufferte

Isabelle Ufferte



Quelques chiffres

624 militantes et militants basques sont emprisonnés (137 en France, 487 en Espagne).

14 sont gravement malades.

169 pourraient être placés en liberté conditionnelle.

Interview de Claude Larrieu, militant du NPA au Pays Basque

Anticapitalistes ! : Le NPA est présent dans la lutte pour les droits démocratiques au Pays Basque, il a été entre autres aux côtés d'Aurore Martin depuis sa condamnation. Peux-tu nous parler de cet engagement ?

Claude : Cet engagement ne date pas d'aujourd'hui. Dès le congrès de fondation, le NPA Pays Basque avait envoyé une contribution pour dire la nécessité de défendre les droits démocratiques en Pays Basque. Nous avons décidé de nous impliquer de fait sur la question de la défense de ces droits. C'est ainsi que nous militons au quotidien avec les militants abertzale (nationalistes basques) de gauche, en particulier jusqu'il y a un an dans le collectif anti MAE, et aujourd'hui dans la nouvelle structure qui en est issue : Bake Bidea (le Chemin de la Paix), mouvement qui œuvre à mobiliser et à ouvrir le débat sur la résolution politique, démocratique et pacifique du conflit basque.



En tête de la manif., portraits des prisonniers politiques basques

Anticapitalistes ! : Suite à l'arrestation d'Aurore Martin, on a eu l'impression d'une voix unanime au Pays Basque pour le dénoncer, du NPA aux élus FdG, EELV, PS et... certains Modem et UMP. Des élus de l'ensemble des partis parlementaires ont d'ailleurs signé un même appel à Hollande. Comment le NPA arrive-t-il à faire entendre sa propre voix ?

Claude : Effectivement, la lettre à Hollande, qui est l'un des éléments de la dynamique unitaire pour la libération immédiate d'Aurore, a été signée par des élus du Pays Basque de tous bords politiques. Il faut dire que vu l'ampleur de l'indignation, ils n'avaient guère le choix. De plus, les abertzale ont un poids électoral d'environ 10% des suffrages exprimés... ce n'est pas rien ! Quoi qu'il en soit, tant mieux si des élus de

droite signent : c'est le propre d'une démarche démocratique.

Quant à la voix du NPA, elle se fait entendre sans problème car nos positions en faveur des droits du peuple basque vont bien plus loin que la stricte défense d'Aurore.

Anticapitalistes ! : Comment le combat pour le droit à l'autodétermination et le soutien aux organisations indépendantistes s'intègrent-ils dans notre combat internationaliste, pour l'abolition des frontières et pour une Europe démocratique des travailleurs et des peuples ?

Claude : Ne pas confondre droit à l'autodétermination et soutien aux organisations indépendantistes. Nous les soutenons inconditionnellement lorsqu'il s'agit d'exiger le droit démocratique pour le peuple basque de choisir son destin, par contre sur le plan politique nous n'avons pas les mêmes priorités et nous les critiquons. Pour elles, la priorité est le combat nationaliste, ce qui implique des choix qui ne sont pas les nôtres que ce soit en terme de revendications et d'initiatives prioritaires ou, souvent, en terme d'alliance. Cette exigence du droit à l'autodétermination s'intègre naturellement dans notre combat internationaliste car on ne peut concevoir une Europe des travailleurs et des peuples tant qu'il en restera un seul opprimé, ce qui est aujourd'hui le cas du peuple basque, dans le sens où il ne peut décider de son avenir.

Anticapitalistes ! : Concrètement, quelles sont vos relations avec des organisations indépendantistes basques, (Batasuna, le syndicat LAB ou d'autres...) ?

Claude : Ce sont des relations militantes et fraternelles entre courants qui se respectent, se connaissent bien, et partagent un certain nombre de batailles : pour les droits démocratiques au Pays Basque certes, mais aussi des combats sociaux. Ainsi nous militons avec Batasuna, LAB, Abertzaleen Batasuna au sein du collectif Oldartu-Lutter Ensemble (collectif pour la convergence des luttes comme il s'intitule également) né en 2009 à la suite de la grève générale en Guadeloupe. Oldartu est intervenu dans le mouvement retraites sous le mot d'ordre de « *La grève générale jusqu'au retrait du projet de loi* », a animé une Assemblée générale Interpro « souveraine » qui a cherché à étendre la grève et a été à l'initiative d'un certain nombre d'actions comme le blocage de l'aéroport, du port, de l'autoroute, l'occupation de la sous-préfecture et de la mairie de Biarritz, etc. Ces derniers mois, Oldartu a occupé symboliquement par deux fois la BNP Paribas sur la base de l'exigence de l'annulation de la dette et du refus de payer la crise du système capitaliste.

Une collaboration de longue date, des intérêts nationaux bien compris

La remise à l'Espagne d'Aurore Martin est le dernier en date des épisodes de la collaboration entre gouvernements français et espagnol sur le « dossier basque ».

Cette « coopération » entre les deux Etats a été, au fil des décennies, fluctuante, mais connaît depuis le milieu des années 80 une intensification. Qui n'est pas, comme nous le verrons, sans retombées économiques.

En 1954, au début de la guerre froide, la peur de la subversion et la volonté de développer des échanges économiques avec l'Espagne franquiste amènent le ministre de l'intérieur français, François Mitterrand, à fermer « Euskadi », la radio du gouvernement basque en exil.

Dans les années 60, pas d'expulsions massives mais en 1964, des décrets d'éloignement sont pris contre les fondateurs d'ETA, et des procès contre des militants sont organisés en France.

Dans les années 70, le rythme des expulsions s'accélère.

Parallèlement, le régime franquiste va mener une guerre clandestine en Iparralde (partie du Pays Basque située sur le territoire français), en créant des groupuscules venant assassiner des réfugiés basques de l'ETA. Ces groupes en « mission spéciale » en France sont souvent composés de policiers espagnols.

Mais avec l'arrivée du PSOE (parti ouvrier socialiste espagnol) au pouvoir en 1982, c'est sous un gouvernement socialiste que le plus sinistre de ces groupes, le GAL, agira sur le territoire français (29 morts de 1983 à 1987, dont 27 au Pays Basque nord). Les tueurs du GAL sont encadrés par des policiers espagnols, renseignés par des policiers français.

Pierre Joxe, ministre de l'intérieur du gouvernement socialiste français de l'époque, dira que dès l'été 1984 le gouvernement comprend que Madrid est derrière le GAL. La France refuse de condamner ouvertement les autorités de Madrid, et laisse de fait l'Espagne mener une guerre sale sur le territoire français, au nom de la « raison d'état ». Et cette raison d'état permettra que trois mois après la signature des accords de Castellana (1984), instituant la coopération franco-espagnole, Madrid passe commande de plusieurs chars français AMX-30.

Au retour de la droite à Paris en 86, les livraisons directes de militants basques à l'Espagne se généraliseront. Au même moment, le gouvernement espagnol achetait 18 hélicoptères Super Puma français.

En 1987, la police française arrête Santi Potros, chef des commandos de l'ETA, et c'est Alsthom qui est choisi pour construire le train à grande vitesse espagnol.

La coopération interétatique va se renforcer au cours des années 90 et 2000 par la signature de différents accords qui aboutiront à l'arrestation et l'enfermement de dizaines de militants... et à la signature de contrats juteux. En 1991, par exemple, 21 militants basques sont arrêtés en France. Quelques jours plus tard, Madrid confirmait l'achat de 840 missiles Mistral français et d'hélicoptères Super Puma.



Mitterrand et Gonzalez : discussions au sommet entre « socialistes »

C'est donc, tout au long de l'histoire, sur fond de dividendes économiques et politiques que les Etats français et espagnol ont organisé leur coopération contre le séparatisme basque. Il semble qu'aujourd'hui, du haut de sa posture d'autorité, Valls, veuille lui aussi retirer un bénéfice politique de son acte. Au mépris du processus de paix engagé (quoiqu'on puisse penser de ce processus, négociations engagées

entre les partis nationalistes en quête de reconnaissance et les deux Etats, sous la houlette de Kofi Annan et Pierre Joxe), il espère renforcer encore son image d'inflexible ministre de l'intérieur.

Mais c'est aussi l'Etat français qui pourrait, après le 22^{ème} sommet franco-espagnol du 10 octobre, tirer parti de la situation. Pour le gouvernement, l'Espagne fait « partie des priorités », à l'heure où la France a besoin de sa collaboration dans des opérations sécuritaires au Maghreb, dans le Golfe d'Aden (opération « Atalante » contre la piraterie) ou en Méditerranée.

La mobilisation du 10 novembre aura montré qu'on ne piétine pas impunément les droits démocratiques pour de petits arrangements entre amis.

Christophe Otharan

Gaza à nouveau martyrisée, avec le soutien d'Hollande et de l'Union européenne !

«Colonne de fumée» est le nom donné pour cette énième attaque d'envergure contre Gaza !

Il faut se souvenir que «plomb durci» du 27 décembre 2008 au 18 janvier 2009 avait causé la mort de plus de 1700 personnes dont femmes et enfants. Il faut se souvenir que ce massacre fut précédé par l'accord de rehaussement des relations entre l'Union Européenne et Israël les 8 et 9 décembre 2008. Il faut se souvenir que des élections législatives israéliennes se tenaient en février 2009 !

L'offensive actuelle fait suite à d'innombrables attaques d'avions et de tirs de chars durant tout le mois d'octobre 2012. Depuis mercredi 14 novembre 2012, l'aviation des forces d'occupations bombarde Gaza, assassinant un important chef du Hamas, et on compte déjà des dizaines de morts, des centaines de blessés.

Ce nouveau drame subi par les gazaouis fait suite à l'accord ACAA entre Israël et l'Union Européenne en octobre 2012, accord qui marque les premiers pas pour l'intégration d'Israël à l'Union Européenne. Le 31 octobre 2012, François Hollande recevait en grande pompe Benjamin Netanyahu à l'Élysée et s'alignait sur les desideratas du gouvernement israélien lors de la conférence de presse.

Cette nouvelle guerre précède les élections législatives israéliennes prévues en février 2013.

Par la répétition des accords UE / Israël, par le tapis rouge déroulé devant la droite extrême israélienne en France, le gouvernement israélien se sait soutenu et comprend le langage diplomatique comme un chèque en blanc pour mener ses opérations criminelles.

Le NPA s'engage aux côtés de l'ensemble des organisations soucieuses du droit et de la justice pour le peuple palestinien pour chercher les moyens d'une riposte la plus large possible contre les crimes israéliens perpétrés avec la complicité de fait de l'Union Européenne et du gouvernement français.



Liberté pour Georges Ibrahim Abdallah !

A l'heure où nous écrivons ces lignes, nous ne connaissons pas le jugement de la Cour de Pau sur sa demande de liberté conditionnelle qui doit être rendu le 21 Novembre.

Georges Abdallah est un franco-libanais, militant communiste révolutionnaire, incarcéré en France depuis 28 ans au motif de complicité dans l'exécution d'un diplomate israélien et d'un soldat américain en 1982 par les Forces Armées Révolutionnaires Libanaises sur le sol français.

Après la première invasion sioniste au Sud Liban en 1978, il s'engage dans les FARL qui mènent des opérations de représailles contre des cibles politiques et militaires israéliennes et américaines à l'international. C'est dans le contexte de la seconde invasion de l'armée israélienne en 1982 au Liban que les FARL commettront ces actes en France.

Considéré comme un de leur chef, Georges Abdallah est arrêté à Lyon en 1984. Il est tout d'abord condamné à 4 ans pour détention de faux passeport, puis, sous demandes directes israélienne et américaine, à la perpétuité pour double meurtre. Les États-Unis se constitueront même partie civile dans le dossier et feront pression pour que chaque demande de liberté conditionnelle lui soit refusée.

En 2007, la DST justifie un nouveau refus par le fait que « ses convictions anti-impérialistes et anti-israéliennes sont restées intactes ».

Oui, Georges Ibrahim Abdallah est resté un militant révolutionnaire, même en prison, où il continuera sa lutte pour la justice en solidarité avec d'autres prisonniers politique, entamant plusieurs fois des grèves de la faim.

Oui, Georges Ibrahim Abdallah est resté un militant anti-impérialiste en dénonçant les dernières agressions de l'État d'Israël contre la Palestine.

C'est donc aux cris de « 28 ans de prison, 28 ans de résistance » que le mardi 23 Octobre nous étions une centaine de militants, dont une quinzaine du NPA, devant la prison de Lannemezan pour le soutenir alors que se déroulait l'audience pour sa demande de liberté conditionnelle.